



Point 18 à l'ordre du jour:

Divers

(a) Résolution sur l'Équateur

Le Conseil général adopte la présente **Résolution sur l'Équateur** et manifeste sa solidarité à la CEDOCUT, organisation affiliée à la CSI, ainsi qu'aux organisations autochtones et de la société civile pour leur forte mobilisation.

Le Conseil général de la CSI condamne fermement la violente répression exercée contre le peuple équatorien par le gouvernement du président Lenin Moreno. Plus de mille personnes ont été arrêtées, des centaines ont été blessées et au moins huit personnes auraient été tuées par la police et les forces militaires, après de nombreux jours de manifestations réclamant la fin des politiques d'austérité imposées selon les conditionnalités d'un accord de prêt avec le FMI. Des mesures similaires ont été adoptées dans différents pays dans le monde, entraînant les mêmes conséquences néfastes.

Les mesures appuyées par le FMI – dénommées « *el paquetazo* » en Équateur – comprennent une série de politiques régressives qui frappent plus durement les communautés de travailleurs en imposant d'importantes coupes dans les services publics. Plus de 23 000 travailleurs du secteur public ont été licenciés durant le mandat de Moreno et les contrats temporaires dans la fonction publique sont à renouveler moyennant une diminution de 20 pour cent de la rémunération.

Le Conseil général de la CSI:

- EXHORTE** le gouvernement à mettre immédiatement un terme à tous les actes de violence contre les manifestants pacifiques, à veiller à ce qu'une enquête approfondie et impartiale soit menée sur les allégations de violences commises par les forces de sécurité et à infliger des sanctions appropriées aux auteurs.
- EXIGE** la libération de tous les militants arrêtés durant les manifestations. Le gouvernement doit s'abstenir de tout acte de représailles, y compris les arrestations arbitraires de militants, outre les dirigeants politiques et sociaux.
- APPELLE** à la démission de la ministre de l'Intérieur, María Paula Romo, et du ministre de la Défense, Alfredo Jarrín, qui étaient directement responsables de la répression brutale à l'encontre des manifestants pacifiques.
- ENJOINT** le gouvernement d'abroger immédiatement tous les décrets exécutifs liés au « *paquetazo* » et de suspendre toutes les autres mesures antidémocratiques, notamment la réforme de la législation du travail proposée selon les conditionnalités imposées par le FMI.
- SOULIGNE** l'importance d'un dialogue social de bonne foi avec les syndicats et d'un engagement constructif en faveur des organisations autochtones et d'autres organisations de la société civile afin de parvenir à un consensus dans la recherche d'un règlement pacifique.